une nouvelle page de l'histoire de

Les faits récents et plus particulièrement le vif intérêt que témoignent maintenant les pays en voie de développement aux travaux de l'Agence ont contribué à tourner une page de son histoire. Si l'économie actuelle de l'énergie d'origine nucléaire ne se modifie pas, il est à craindre que le retard dans lequel se trouvent les pays en voie de développement par rapport aux pays avancés, en ce qui concerne l'utilisation de cette énergie, ne s'accentue. L'insuffisance des ressources dont elle dispose oblige l'Agence à restreindre les efforts qu'elle déploie pour étendre par l'octroi d'une assistance technique les avantages qu'offrent les techniques nucléaires. Tels sont quelques-uns des points évoqués par le Directeur général, M. Sigvard Eklund, en présentant le rapport annuel de l'Agence au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), en juillet dernier.

Pendant les dix premières années de son existence, a dit M. Eklund, l'Agence s'est surtout occupée de préparer et de mettre en œuvre toute une série de programmes scientifiques et techniques. Les Etats non nucléaires n'ont pas caché que le programme et la structure de l'Agence devront être modifiés si elle entend remplir les divers rôles prévus pour elle par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

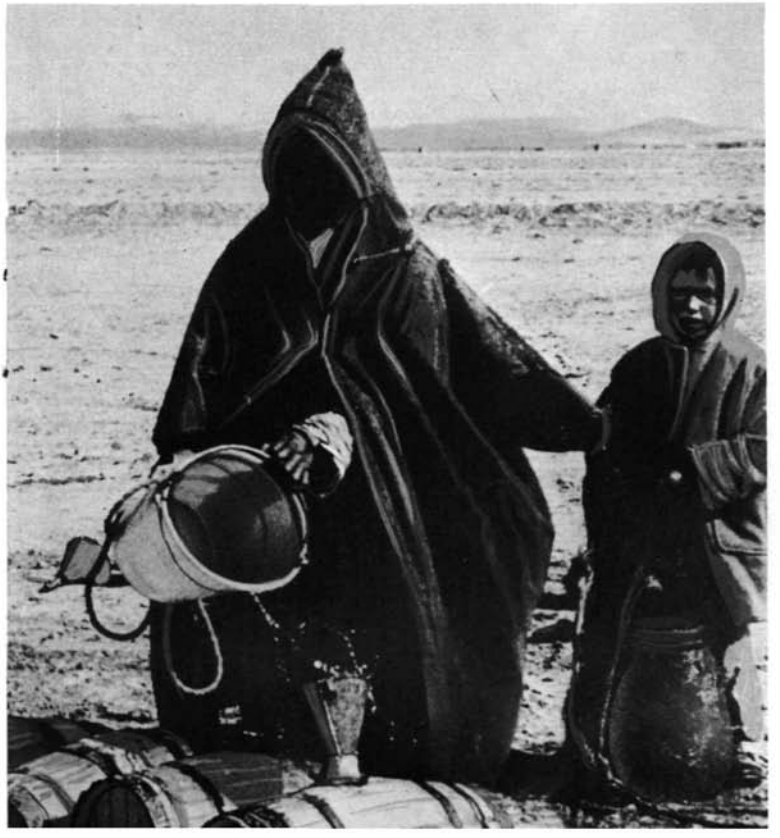
Quant au problème d'une énergie d'origine nucléaire rentable il a fait observer qu'actuellement une centrale nucléaire, pour être rentable,

doit en général être de très grande taille et constituer l'une des stations alimentant de grands réseaux de distribution électrique. La situation serait différente si l'industrie pouvait mettre au point des centrales nucléaires de taille réduite qui seraient économiquement concurrentielles "faute de quoi", a déclaré le Directeur général, "on aura un nouvel exemple de l'écart dans le développement économique.

Les pays développés, poussés par la nécessité d'éliminer certains problèmes causés par le milieu, feront appel, pour satisfaire leurs besoins croissants en énergie, aux centrales nucléaires tandis que le groupe des pays en voie de développement augmentera son retard, utilisant des sources d'énergie plus coûteuses et demeurant entièrement dépendant des combustibles classiques."

Effritement des ressources de l'assistance technique

M. Eklund a appelé l'attention du Conseil économique et social sur les difficultés éprouvées par l'Agence par suite d'une pénurie de ressources, notamment dans le domaine de l'assistance technique, pour développer tous les aspects des avantages que peuvent présenter les techniques nucléaires. Depuis 1962, l'objectif des contributions volontaires nécessaires pour fournir cette assistance technique, fixé à 2 millions de dollars, n'a pas changé. L'AIEA n'a jamais réussi à recueillir plus de 70% de ce montant. C'est pourquoi elle ne peut actuellement satisfaire qu'un quart des demandes d'assistance technique justifiées, alors qu'il y a dix ans elle en satisfaisait 90%. De plus, la valeur réelle de l'assistance fournie a progressivement diminué par suite de l'inflation. Parce que le programme d'assistance technique a donné naissance à de nouveaux programmes qui pourront par la suite être repris par le



Dans la région aride du Hodna en Algérie, on prélève des échantillons d'eau de puits en vue d'étudier l'abondance des nappes phréatiques. Près de 100 échantillons ont été recueillis au cours d'une campagne exécutée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, avec le concours de l'Agence, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement.
Photo: AIEA/Dincer

Programme des Nations Unies pour le développement, ses effets peuvent être multipliés hors de proportion avec son ampleur réelle. L'AIEA peut également administrer un programme d'assistance beaucoup plus vaste sans augmenter sensiblement ses effectifs.

Montrant la façon dont les applications de l'énergie nucléaire autres que la production d'électricité aident déjà les pays en voie de développement, le Directeur général de l'Agence cite la "révolution verte" en Asie, conséquence de la production de nouveaux et meilleurs mutants de riz et de blé, les mutants de riz au Japon, dont la teneur en protéines est double de celle des variétés actuelles, et la réduction de 90% de l'incidence de la mouche méditerranéenne des fruits en Amérique centrale, obtenue grâce à un projet pilote du Fonds spécial; plusieurs millions de dollars seraient d'ailleurs nécessaires pour transformer ce projet en une campagne de grande envergure. Toutes ces réalisations sont dues à la collaboration établie avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), mais d'autres contributions dans le domaine de la médecine, de la biologie, de l'industrie et de l'hydrologie ne sont pas exclues.

Composition du Conseil

En ce qui concerne les changements de structure, le Conseil des gouverneurs a l'intention de faire savoir à la Conférence générale qu'il propose d'apporter aussitôt que possible un amendement au Statut visant à augmenter modestement le nombre des membres du Conseil pour refléter les considérations générales exprimées par la Conférence générale, et qui serait acceptable au plus grand nombre possible d'Etats Membres. Il en a été ainsi décidé par un comité où tous les Etats Membres ont pu faire entendre leur voix. Un autre comité ouvert à tous les Etats Membres a examiné la question de l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques et a déclaré dans ses conclusions que, si les techniques dans ce domaine étaient encore rudimentaires, l'AIEA était statutairement et techniquement compétente pour devenir l'organisation internationale responsable en la matière. Il faut tout d'abord procéder à un échange plus large d'informations sur les techniques.

Le Conseil a préparé sur la question d'un fonds de produits fissiles spéciaux un rapport qui indique les conditions dans lesquelles ces produits peuvent être actuellement obtenus et suggère les moyens propres à en améliorer l'approvisionnement au profit des Etats non nucléaires, plus particulièrement des pays en voie de développement.

La nécessité d'une extension du système de garanties revêt de plus en plus d'importance, tant en raison de l'état d'avancement de la ratification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que de l'entrée en vigueur du Traité de Tlatelolco qui crée une zone dénucléarisée en Amérique latine. Des mesures sont prises pour mécaniser et simplifier l'application des garanties et en réduire le coût.

Le Directeur de l'AIEA estime qu'étant donné la reprise de la demande d'uranium et la nécessité de disposer en 1980 d'une nouvelle réserve de 1 million de tonnes d'uranium obtenu à coût réduit, une campagne vigoureuse de prospection dans les pays en voie de développement pourrait aboutir à des découvertes importantes du point de vue économique.

Un additif au rapport annuel contenant un résumé non technique des activités de l'AIEA en matière d'aide aux pays en voie de développement a été distribué aux délégations au Conseil économique et social.